

# BGSM ACTU

Fiche d'activités trimestrielle du projet « Bonne Gouvernance dans le Secteur Minier »(BGSM), n°004

JUIN 2017

Projet de la Coopération Allemande mis en œuvre par la « Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH »

*Cette fiche d'activités a pour objectif d'informer les partenaires du projet de la mise en œuvre des activités communes.*

## Atelier d'experts sur l'exploitation du cobalt en RD Congo - chance et défis pour le pays

La publication de plusieurs articles et rapports en 2016 sur les conditions de travail indignes, le travail des enfants ainsi que les problèmes de santé et d'environnement dans certaines mines artisanales de cuivre et de cobalt de la RD Congo ont provoqué un tollé dans la communauté internationale. Beaucoup d'acheteurs internationaux et d'utilisateurs finaux du cobalt ont demandé des interventions immédiates telles que l'introduction d'un système de certification ou de traçabilité. D'autres ont même envisagé d'arrêter leur approvisionnement en RDC ou ont déjà cessé leur production. Des ateliers ont eu lieu au niveau international et régional pour relever ces défis. Cependant, l'analyse de la situation actuelle et l'identification du levier pour résoudre la situation n'ont systématiquement pas inclus la perspective des acteurs basés en RD Congo.

La discussion internationale sur le cobalt commençait rapidement à le considérer comme un minerai de conflit, tel qu'en 2010 avec l'introduction de la loi Dodd Frank pour les 3T et l'or en RD Congo. Une grande peur est apparue parmi la population locale, car l'introduction de cette loi a précédemment entraîné un embargo sur ces minerais, suivie de conséquences sociales négatives et insupportables pour la population.

Par conséquent, la Coopération Allemande mise en œuvre par le BGR et la GIZ à travers le BGSM, en coopération avec l'IDAK et Fairphone, ont organisé une descente sur terrain suivi d'un atelier technique sur la production du cobalt en RDC, du 17 au 21 avril 2017 à Lubumbashi. L'objectif de cette activité était de : - relever les défis dans le secteur du cobalt tout en incluant les perspectives de tous les acteurs qui participent à la production; - créer une compréhension commune entre les acteurs locaux et les tiers sur les défis liés à la production du cobalt en RDC en ce qui concerne les violations des droits de l'homme dans les mines artisanales.



Atelier technique sur la production congolaise du cobalt - Lubumbashi

## Sommaire

- ◆ Atelier d'experts sur l'exploitation du cobalt en RD Congo - chance et défis pour le pays (p.1)
- ◆ Appui aux régies financières: préparation d'un programme de formation au profit de la DGI & DGRAD (p.3)
- ◆ Après six années de fonctionnement, le comité de pilotage de l'IDAK réorganise sa structure organique (p.4)
- ◆ IDAKI 4: La plénière lance le débat sur le commerce transfrontalier, la fraude et la contrebande minières dans la région des Grands Lacs (p.5)
- ◆ Mission de mobilisation des comités locaux de développement (CLD) de Luilu et Bayeke (p.6)
- ◆ Atelier de planification des activités de la 3ème phase du BGR (p. 7)
- ◆ DYJET: Café économique sur la bonne gouvernance (p.8)
- ◆ CEGEMI: Etude de base des ménages autour des sites miniers au Sud Kivu (p.8)
- ◆ SARW: Alternatif Mining Indaba / RDC (p.9)

### Descente de terrain

Pendant la visite de terrain, les participants ont pu s'imprégner de la réalité existant dans les sites miniers industriels, artisanaux, les points de vente et les fonderies. Contrairement à ce qui se dit au niveau du débat international, différentes méthodes d'approvisionnement ont été observées notamment : les modèles d'approvisionnement problématique et illégal, l'approvisionnement crédible (manquant de traçabilité) ainsi que le modèle d'approvisionnement traçable.

### Atelier technique de production du cobalt

Plus de 50 participants étaient présents au débat en vue de proposer des recommandations pour améliorer la situation des mines artisanales du cuivre/cobalt. Quatre groupes de travail ont simultanément échangé sur les thématiques suivantes : (1) Amélioration des chaînes d'approvisionnement - Défis et opportunités en ce qui concerne l'introduction potentielle d'un mécanisme de certification; (2) Mesures et stratégies contre le travail des enfants dans le secteur du cobalt; (3) Actions et mesures du secteur industriel favorisant la formalisation du secteur artisanal; (4) Organisation des coopératives, création de ZEAs (zones d'exploitation artisanale) et formation du SAEMAPE (ex. SAESSCAM).

Les discussions ont montré qu'une double stratégie était nécessaire. Alors que la formalisation des sites miniers, l'amélioration des conditions de travail selon les normes et les lois nationales et internationales doivent être renforcées,

il est inévitable d'appuyer les projets qui aident les enfants à se réintégrer dans le système de scolarisation et à fournir aux familles des revenus alternatifs. Ne pas s'approvisionner du cobalt en RDC et provoquer l'exclusion de son secteur minier artisanal mettraient en danger les moyens de subsistance de nombreuses personnes vivant déjà dans une vulnérabilité extrême.

La plénière a donc suggéré les mesures prioritaires suivantes: (1) le soutien du développement des capacités selon les normes nationales et internationales acceptées afin d'intensifier les mécanismes de légalisation et de contrôle de la chaîne d'approvisionnement des minerais artisanaux en RDC; (2) le soutien de l'exploration géologique pour la création des ZEA viables ; (3) le développement de la capacité de soutien pour la création légale et ordonnée des ZEA.

Dans le prolongement de cette activité, le projet BGSM soutiendra:

- La création d'une base de données accessible au public sur les projets locaux engagés contre le travail des enfants dans les mines;
- La cartographie des sites miniers et des coopératives dans la ceinture de cuivre et l'identification des sites potentiels de mines-pilotes.

Le projet BGSM a également partagé les résultats de cet atelier au forum de l'OCDE, qui s'est tenu à Paris entre le 2 et le 4 mai dernier.

**Sarah Weber**



Visite de terrain de la mine artisanale de Kawama - Kolwezi



### Le saviez-vous...

Le cobalt est un élément clé des batteries au lithium-ion dans les voitures, les portables et les ordinateurs, qui permet de conserver plus de puissance et de durer plus longtemps. Il est exclusivement exploité comme un sous-produit de la production de nickel et de cuivre. L'explosion de la téléphonie mobile, l'apparition des voitures électriques ainsi que la modernisation de l'électroménager sont autant de facteurs qui ont entraîné la hausse vertigineuse des cours du cobalt.

Dans les dernières années, la demande mondiale du cobalt a augmenté de 65.000 tonnes en 2010 à 90.000 tonnes en 2015, un record pour un minerai qui vient d'enregistrer une hausse de 71% en 2017. Le plus grand producteur du cobalt dans le monde est la RDC : 60% d'approvisionnement du cobalt provient de la RD Congo, avec une production de 84.400 tonnes par année.

Avec une estimation de 48% des réserves mondiales, la RDC va jouer un rôle déterminant dans l'approvisionnement du cobalt et le cobalt va également jouer un rôle significatif pour le développement du pays.

**Source :** Rapport BGR "Commodity TopNews"; Article: *Kobalt aus der DR Kongo- potenzielle, Risiken und Bedeutung für den Kobaltmarkt*, le 10 mai 2017.

## Appui aux régies financières : préparation d'un programme de formation au profit de la DGI & DGRAD

L'industrie minière joue un rôle important en tant que catalyseur du développement économique et principal contributeur au PIB de la RDC. En s'alignant à la vision du régime minier de l'Afrique en 2050, la RD Congo s'est fixée comme principal objectif de relancer la production minière pour soutenir durablement la croissance économique, notamment à travers l'accroissement des recettes fiscales provenant de ce secteur. Cependant, fort est de constater que les recettes issues du secteur extractif ne répondent pas suffisamment aux exigences de transparence, d'efficacité et de contrôle. La bonne gouvernance et le contrôle représentent ainsi de grands défis de développement pour un pays aussi vaste que la RDC, caractérisé par un secteur minier complexe.

Partant de cet fait, la Coopération Allemande mise en œuvre par la GIZ à travers le BGSIM, prépare de lancer un programme de renforcement des capacités des ressources humaines des régies financières (DGI, DGRAD) en vue de renforcer le contrôle du secteur minier industriel et contribuer à l'amélioration de la collecte et la mobilisation des revenus miniers, dans la nécessité de créer un environnement dans lequel le « *doing business* » est durablement facilité.

Une mission d'appui à ce processus conduite par le Comité d'Orientation pour la Réforme des Finances publiques (COREF) et la GIZ, et mise en œuvre par 5 experts du Cabinet *Moore Stephens* a amorcé ses travaux depuis le début du mois de Mai 2017. Cette mission s'est assigné les principaux objectifs suivants :

- améliorer la compréhension des mécanismes de contrôle actuels des régies financières ;
- déterminer les leviers et actions prioritaires en terme de renforcement des capacités ;
- élaborer une stratégie de renforcement de capacités ainsi qu'un plan de formation en faveur des agents chargés du contrôle fiscal des industries extractives.

Le 11 mai 2017 à l'Hôtel Sultani, les experts du Cabinet *Moore Stephens* ont présenté l'étendue de l'appui de la Coopération Allemande en présence des directeurs, hauts cadres et vérificateurs des régies financières, lançant par ailleurs le démarrage de la phase de diagnostic.

Dans une prochaine étape, un bilan de compétences suivi de l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de formation en faveur des unités concernées feront l'objet d'un atelier de restitution avec les différentes parties prenantes, en date du 6 juillet 2017.

**Doris Mukwendele**



Atelier de lancement des travaux de la mission d'appui technique aux régies financières - Kinshasa

### Après six années de fonctionnement, le comité de pilotage de l'IDAK réorganise sa structure organique

La plateforme de dialogue multi acteurs pour les Investissements Durables au Katanga (IDAK) est établie dans l'ancienne province du Katanga depuis février 2011. Espace de concertation entre l'Etat, les entreprises et la société civile sur les sujets stratégiques de l'avenir du secteur minier, l'IDAK a restructuré cette année son comité de pilotage. Pour garder le caractère consensuel de son fonctionnement, les parties prenantes du comité de pilotage IDAK se sont réunies en retraite de restructuration du 22 au 26 Mars 2017 dans la ville montagnaise de Likasi. 4 jours de réflexion pour doter la plateforme de dialogue d'une nouvelle structure organique qui réponde aux défis de l'heure.

Parmi ceux-ci, il y a lieu de souligner d'abord le souci pour l'IDAK de demeurer la plateforme de dialogue sur les 4 nouvelles provinces issues du démembrement du Katanga. Trois autres raisons majeurs ont conduit le CP IDAK à effectuer cette restructuration.

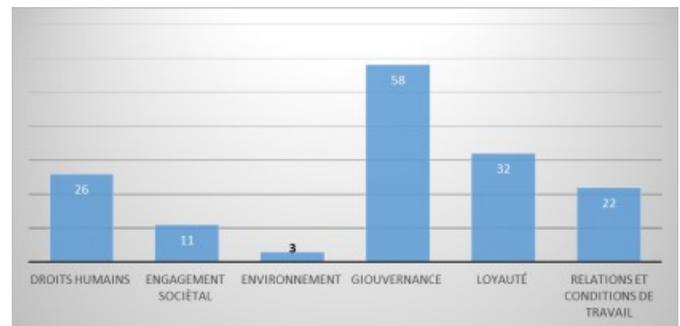
Premièrement, la nécessité d'impliquer les acteurs des nouvelles provinces dans le pilotage du processus pour qu'elles se sentent à tous les niveaux concernées par le dialogue dans les mines. Deuxièmement, le besoin de réévaluer la position de la Chambre des mines au sein de l'IDAK, au regard de l'intérêt que les nouvelles autorités de celle-ci accordent au travail de la plateforme. Troisièmement, la nécessité de clarifier les rôles, les responsabilités et la nature de la collaboration entre les comités provinciaux de suivi des recommandations (CPS) et le comité de pilotage de la plateforme. Si auparavant les CPS étaient uniquement des structures de suivi des recommandations de l'IDAK, ils devraient désormais servir d'espaces de dialogue au niveau local. Ainsi, ils s'appelleront désormais des comités provinciaux de dialogue, soit les CPD.

C'est ainsi que la retraite a révisé le règlement intérieur et le manuel des procédures du comité de pilotage en créant aussi deux postes de vice-présidence, un chargé des programmes et un autre en charge de l'administration et des finances. Pour ce qui est des attributions de ces postes aux différentes parties prenantes, le comité de pilotage a décidé de laisser pour cette année encore la présidence à la composante « secteur privé ». Les postes des vice-présidents en charge des programmes et d'administration et des finances sont respectivement accordés à la société civile et la composante « gouvernement ».

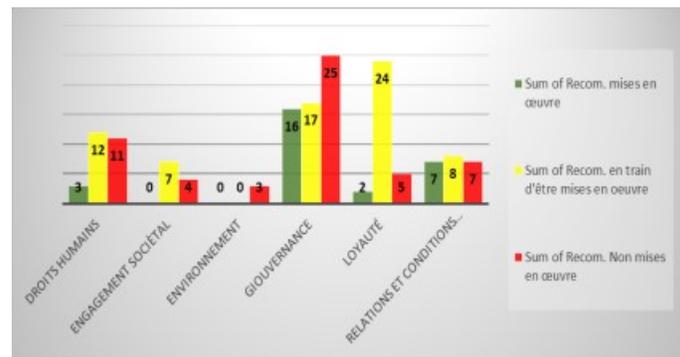
Cette nouvelle structuration du comté de pilotage renforce la collégialité et la coresponsabilité des trois parties prenantes dans le pilotage du dialogue dans les mines au Katanga. #

### Atelier d'évaluation des recommandations IDAK par la composante gouvernement

Chaque plénière de l'IDAK adresse des recommandations à ses trois composantes, à savoir le secteur privé, la société civile et le gouvernement. Chaque composante s'organise à son tour à l'interne pour faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations lui adressées par la plénière. La composante « gouvernement », sous la conduite de la Division du Plan du Katanga, avec l'appui du BGSM et en coopération avec le Centre Carter a évalué le degré de mise en œuvre des recommandations IDAK adressées à l'Etat tant au niveau national que provincial. Cette évaluation a porté sur 25 plénières, soit de février 2011 à Août 2016. La Composante « gouvernement » a été destinataire de 50 % de l'ensemble des recommandations de l'IDAK produites sur cette période, soit 152 recommandations sur 300. Regroupées par pilier de la norme sur responsabilité sociétale des organisations, ISO 26000, la situation se présente comme suite:



Le graphique suivant montre le niveau de mise en œuvre des 152 recommandations adressées à la composante Gouvernement.



## IDAKI 4 : La plénière lance le débat sur le commerce transfrontalier, la fraude et la contrebande minières dans la région des Grands Lacs

Les provinces de la région du Kivu ont connu ces dernières années un développement remarquable de l'exploitation minière artisanale. Actuellement, le commerce des minerais exploités à l'Est de la RDC implique de nombreux acteurs de la sous-région et les défis liés à ce commerce sont à la fois d'ordre sécuritaire, social et économique. Plusieurs mécanismes nationaux et internationaux de traçabilité des minerais ont été mis en place dans la région, en vue de garantir une exploitation et un commerce durables de ces ressources. Cependant, plusieurs fléaux rongent encore le secteur des ressources minières dans la région des Grands Lacs, créant des tensions entre les Etats membres appelés à vivre en paix en vue d'assurer la stabilité et le développement de la région. Parmi ceux-ci, règnent les problèmes de la fraude et contrebande minières ainsi que le commerce illicite transfrontalier des minerais, sujets sur lesquels les 105 participants de la 4<sup>ème</sup> IDAKI ont débattu pendant deux jours à Bukavu.

Tous les acteurs présents à cette plénière se sont dit concernés par la problématique de la fraude et contrebande minières, bien qu'à différents niveaux. Définie comme l'exploitation, la détention, le transport, la commercialisation ou l'exportation des produits miniers en violation du code minier et de ses mesures d'application, du code douanier, du code des impôts ainsi que des dispositions de la réglementation de change, la fraude minière est exercée dans le but de se procurer un bénéfice illicite au détriment des intérêts de l'Etat. A côté d'elle, s'affiche la contrebande encourageant l'exportation ou l'importation des produits miniers en dehors des points officiels de sortie ou d'entrée du territoire national, en violation des règles auxquelles elles sont soumises. Toutes ces pratiques illicites engendrent des pertes fiscales importantes pour l'Etat congolais et des conséquences socio-économiques néfastes pour la région du Kivu.

Deux représentants de la société civile du Rwanda et du Burundi, tous membres de la COSOC-GL (Coalition des Organisations de la Société Civile dans la Région des Grands Lacs) ont pris part à cet atelier en vue de partager leur expérience et analyse sur ce phénomène dans la région, illustrant l'incapacité et le manque de professionnalisme des différents acteurs impliqués. Leurs interventions ont permis d'alimenter le débat de la plénière mais surtout de témoigner de l'importance d'un dialogue entre les acteurs au niveau sous régional.



Panel de discussions IDAKI 4 - Bukavu

Quatre groupes de travail répartis en « Composantes IDAKI » ont pris ensuite place au sein de la plénière en vue de réfléchir sur des propositions de recommandations. Sur base des engagements concertés de chaque groupe, la plénière a recommandé ce qui suit :

- **Aux pays des Grands Lacs:** de créer un "Réseau Interrégional de Lutte contre la Fraude et la Contrebande Minières" et de refuser d'acheter les minerais non tracés;
- **Au Gouvernement central:** de sanctionner sévèrement les fraudeurs et tous leurs complices et de faciliter un bon climat des affaires en réduisant les taxes et en créant un guichet unique;
- **A l'administration provinciale:** de former les agents de l'Administration sur les textes légaux relatifs à la fraude et contrebande minières et impliquer la justice dans la lutte contre la fraude;
- **Aux coopératives minières:** de payer les taxes et autres frais légaux fixés par la nomenclature et de dénoncer tout cas de fraude et contrebande minière constaté dans la chaîne d'approvisionnement ;
- **A la société civile:** de faire le monitoring permanent et de produire des rapports périodiques sur les cas de fraude et de contrebande minières.



Représentants de la COSOC (Rwanda, Burundi, RDC)

## Mission de mobilisation des Comités Locaux de Développement (CLD) de Luilu et Bayeke pour l'harmonisation des PDL et PDD

Les plans de développement locaux (PDL) sont des documents de planification du développement des entités territoriales décentralisées (ETD). Leur harmonisation avec les plans de développement durables des entreprises (PDD) est une démarche volontaire mais très stratégique qui permet l'alignement des investissements sociaux des entreprises avec les besoins réels des communautés exprimés à travers les PDL. La Coopération Allemande par la GIZ soutient ce processus à travers son champ d'intervention « Responsabilité Sociétale des Entreprises » (RSE).

C'est dans ce cadre que Le projet BGSM, la Division Provinciale du Plan du Haut Katanga et le service du Plan de Lualaba ont conjointement effectué une mission de mobilisation des comités locaux de développement du secteur de Luilu et de la chefferie de Bayeke.

La mission conjointe de mobilisation a en effet consisté à sensibiliser les acteurs concernés à plus d'engagement dans cette démarche de la responsabilité sociétale. Elle est partie du secteur de Luilu où la délégation a sensibilisé le chef de secteur et son équipe sur les prochaines étapes du processus d'harmonisation PDD-PDL ainsi que sur les rôles que chaque partie prenante à ce processus est censée jouer en vue de mieux faire aboutir le processus.

Devant le bureau du secteur de Luilu et sous un manguier, la délégation a expliqué que l'harmonisation PDD-PDL ne signifie pas que le plan de développement local développé avec l'appui de la Coopération Allemande appartient à la GIZ ou aux entreprises qui ont accepté de passer à l'harmonisation. Cet exercice pilote vise à favoriser la cohérence entre les investissements sociaux des entreprises avec les besoins réels des communautés exprimés à travers les PDL. A la suite de l'harmonisation, des mécanismes pilotes de monitoring seront mis en place afin de suivre la mise en œuvre des accords communautaires en développement, ACD en sigle. Ces accords sont les produits de l'harmonisation et seront signés par les entreprises et les communautés.

Cet exercice décline le dialogue sur la bonne gouvernance dans les mines au niveau local. Bonne chance aux acteurs impliqués.



Réunion de la mission de mobilisation des CLD

Yvon Mbwebwe

### FLASH INFO !!!!!

#### Lancement officiel du processus d'harmonisation PDD-PDL

Sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Lualaba, près de 70 participants venus des entités territoriales de Bayeke et de Luilu se sont réunis à Kolwezi le 09 juin 2017 pour le lancement officiel du processus d'harmonisation des plans de développement local des communautés (PDL) aux plans de développement durable des entreprises (PDD). Un processus piloté par la Division Provinciale du Plan avec l'appui de la GIZ et mise en œuvre par les entités territoriales décentralisées (ETD). Deux entreprises minières sont actuellement engagées dans la mise en œuvre de ce processus, dont Ivanhoe Mines (projet Kamoa de Luilu) et TFM dans la chefferie de Bayeke.

Les prochaines étapes qui suivront cet atelier sont les formations des communautés locales sur les techniques de négociations avec les entreprises minières ainsi que la mise en place du mécanisme de monitoring participatif entre l'Etat, les entreprises et les communautés locales.

## Atelier de planification des activités de la 3ème phase du BGR



Bundesanstalt für  
Geowissenschaften  
und Rohstoffe

Le BGR a organisé un atelier de planification des activités de la 3ème phase du projet, qui s'est tenu du 27 au 28 mars 2017 à Kinshasa, dans le cadre du « Programme d'appui à la transparence et au contrôle dans le secteur minier de la RD Congo ».

Pendant deux jours, les participants ont eu des échanges houleux sur la future orientation du projet et l'occasion de discuter les thèmes prioritaires suivants:

- L'appui à la certification CTC (Certified Trading Chains) et au mécanisme de certification régionale RCM (Regional Certification Mechanism) de la CIRGL;
- L'utilité de l'introduction d'un système de certification pour d'autres minerais de la RDC ;
- La problématique de la contrebande et la difficulté de la traçabilité de l'or artisanal;
- Le renforcement des capacités et support technique pour l'élaboration des statistiques sur la production et l'exportation de l'or ;
- Le développement d'un certificat d'origine d'or, comme il en existe déjà pour les 3T ;
- Les besoins de formations en faveur de la Division des Mines, le SAEMAPE (ex. SAESSCAM) ainsi que les coopératives minières.

C'est sur base des discussions faites autour de ces différents thèmes que la plénière a fait des propositions pour l'orientation d'une troisième phase du projet.

## Nouveau Collègue au BGSM



Né un certain 09 mars sur le territoire congolais, **Augustin Welo** est le nouvel assistant au projet « Bonne Gouvernance dans le Secteur Minier » (BGSM). Licencié en Sciences géologiques de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), son parcours universitaire a été couronné par une brillante participation au concours « Meilleur mémoire sur la gestion des ressources extractives et l'ITIE » (NKITA), de la Dynamique des Jeunes pour la Transparence des ressources naturelles (DYJET ITIE CLUB).

A l'issu de ce concours organisé avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le BGSM, il a été primé 3ème sur les 103 candidats de la capitale et a pu bénéficier comme récompense d'un stage d'intégration professionnelle au BGSM.

Fasciné depuis toujours par les projets d'appui au développement et ayant fait preuve de ses capacités professionnelles, Augustin a depuis le 08 mai 2017 rejoint la grande équipe du projet BGSM à Kinshasa.

## Calendrier BGSM

- ◆ **Le 06/07:** Restitution des travaux de la mission d'appui aux régies financières par *Moore Stephens*.
- ◆ **A partir du 17/07:** Mission pour élaboration du Jeu Modèle ITIE.
- ◆ **03-04/08:** Atelier sur la stratégie nationale de lutte contre le travail des enfants dans les Mines, organisé par le Ministère National des mines sur appui de la Coopération Allemande à travers la GIZ et le BGR.
- ◆ **07-11/07:** Formation sur la RSE du CP IDAKI et autres membres de la plénière.
- ◆ **04-05/09:** Formation approfondie en modération du CP IDAKI et autres membres de la plénière.
- ◆ **Novembre:** Plénière conjointe IDAK - IDAKI.

## FLASH INFO !!!!

La base de données des projets et initiatives de lutte contre le travail des enfants dans les mines en RDC est actuellement disponible sur le site web de l'IDAK. Si vous désirez y inscrire votre projet ou avoir des renseignements sur les initiatives existantes, vous pouvez vous diriger vers le lien suivant:

<http://enfants.idakdialoguemines.cd/>

Cette rubrique publie les activités des partenaires du projet mises en œuvre avec l'appui de la GIZ ou autres partenaires.

### DYJET : Café économique des jeunes sur la gouvernance des ressources extractives

La « Dynamique des Jeunes pour la Transparence dans la gestion des ressources naturelles » (DYJET), un des partenaires du projet de la société civile, a organisé le 15 mai 2017 un café économique sur la gouvernance des ressources naturelles, sur financement de l'Université Populaire du Parlement. L'objectif était de vulgariser et de sensibiliser les jeunes sur les acquis de la transparence et de la bonne gouvernance et d'avoir une compréhension commune sur les affectations des revenus issus du secteur des industries extractives. Près de 400 participants ont pris part à cette tribune d'expression qui avait pour thème : « *Les perspectives économiques de la RD Congo : rôle du secteur minier* », avec comme orateur principal, l'Honorable Adolphe Muzito, Premier-Ministre honoraire, et l'Eminent professeur André OMANGA, modérateur de la tribune.



Panel d'orateurs au café économique - Kinshasa

L'opportunité était présentée en vue de faire l'état des lieux du secteur minier congolais et d'identifier les principaux défis de développement. Les participants ont pu évaluer les potentialités du pays en ressources naturelles, leur niveau de mise en valeur et la capacité pour la gouvernance nationale. Un examen sur le rôle du secteur minier dans l'économie et sa part de contribution dans le budget national de 2011 à 2015 a également été discuté.



Participants au café économique - Kinshasa

Au terme des échanges, une proposition a été faite sur un projet politique « Alternatif sur la gestion efficace des industries extractives », une opportunité pour mieux faire profiter à la RDC du bénéfice de ses ressources naturelles.

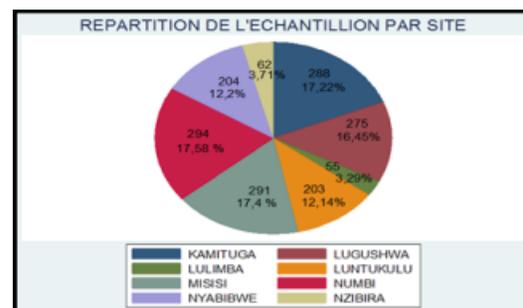
La Coordination DYJET

### CEGEMI : Etude de base sur la situation socio-économique des ménages vivant dans et autour des sites miniers au Sud-Kivu

L'étude de base sur la situation socio-économique des ménages vivant dans et autour des mines au Sud-Kivu a été lancée suite aux échanges menés entre le projet BGSM et le Centre d'Expertise en Gestion du secteur Minier de l'Université Catholique de Bukavu, CEGEMI en sigle.

Cette étude vise à contribuer au débat des acteurs sur la gouvernance du secteur minier et inspirer des discussions au sein des espaces et cadres des dialogues sur la bonne gouvernance minière tel que l'IDAKI. Elle fournit des données empiriques sur la situation socio-économique des ménages vivant à proximité des sites miniers au Sud-Kivu et compare à travers une analyse approfondie le pouvoir contributif du secteur minier artisanal à l'amélioration des conditions socio-économiques des ménages par rapport à d'autres secteurs, tels que l'agriculture, le commerce, etc.

Ainsi, cette étude examine si les ménages qui exploitent les minerais au Sud Kivu s'en sortent mieux que ceux qui dépendent d'autres secteurs. Enfin, au-delà de la compréhension, de la mesure et de la comparaison des niveaux de bien-être des ménages identifiés, l'étude propose quelques réflexions sur ce qui pourraient constituer les pistes des solutions pour l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans des zones minières au Sud-Kivu.



Cette rubrique publie les activités des partenaires du projet mises en œuvre avec l'appui de la GIZ ou autres partenaires.

L'étude a été menée entre la période de juillet à septembre 2016 dans 4 territoires de la province du Sud-Kivu (Kalehe, Walungu, Mwenga, Fizi) et dans 8 sites miniers (Kamituga, Lulimba, Misisi, Nyabibwe, Lugushwa, Luntukulu, Numbi, Nzibira). Au total, 1672 ménages ont été enquêtés.



L'équipe des enquêteurs sous la supervision de Mr Gabriel Kamundala en route vers Lugushwa

Bientôt, l'étude sera publiée sous forme de rapport GIZ-CEGEMI.

**Gabriel Kamundala & Adamon Ndungu**  
Chercheurs CEGEMI

### SARW: Premier Alternatif Mining Indaba/RDC

SARW a organisé à Kolwezi, Province du Lualaba, les travaux du premier Alternatif Mining Indaba. SARW est un projet de la Fondation OSISA, une organisation régionale qui prône une société ouverte en Afrique Australe. L'activité a été appuyée par la Coopération Allemande et autres PTF (partenaires techniques et financiers).

Les travaux ont regroupé plus de 200 personnes, venues de la société civile congolaise, de l'Angola et de l'Afrique du Sud. D'autres participants sont venus du Gouvernement national et provincial, des services étatiques ainsi que des entreprises minières. La Commission Economique des Nations Unies à travers l'AMDC (Centre africain de développement minier) a été valablement représentée aux travaux. Il y a eu enfin une présence remarquable des membres des communautés locales, de la presse, des partenaires au développement et de l'Ambassade du Canada.

La ville de Kolwezi a accueilli une grande activité de taille où des participants venus de toutes les provinces de la RDC sont arrivés pour la première fois. La province de Lualaba est l'une des quatre provinces issues du démembrement de l'ancienne province du Katanga, qui possède à ce jour les grandes entreprises minières du secteur cuprifère de la RDC telles que KCC, MUMI, SICOMINES, TFM, Boss Mining, qui couvrent plus de 80% de la production du cuivre et du cobalt de la RDC. Le choix de la Ville de Kolwezi a été donc motivé par l'importance des activités minières, dans le souci d'engager des discussions sur l'apport de ces entreprises dans le développement.

Les travaux du premier Alternatif Mining Indaba/RDC se sont déroulés en deux jours, soit du 23 au 24 mai 2017, et le troisième jour, les participants ont organisé une marche pacifique jusqu'au cabinet du Gouverneur de Province où un Mémoire, reprenant quelques recommandations, fut remis à l'autorité provinciale du Lualaba.

Plusieurs thèmes furent débattus en sessions plénières, notamment:

- Contexte général du secteur minier de la RDC et ses Défis;
- Exploitation Minière et Développement;
- La cohabitation des communautés locales et industries extractives : défis et opportunités;
- Le commerce illicite des minerais et son impact sur la stabilité et le développement;
- La Vision Minière Africaine;
- Les mines et le développement des provinces minières: plan et stratégies (cas de Kolwezi);
- Les impacts des activités minières sur les femmes et les enfants;
- Les impacts environnementaux des activités minières : les cas de violation des droits des communautés locales et les actions judiciaires portées devant les Tribunaux;
- Le rôle des parlements provinciaux dans le suivi des activités minières;
- L'analyse des responsabilités sociales des compagnies minières et la problématique des paiements sociaux.

Par ailleurs, la deuxième partie des travaux avait consisté aux sessions parallèles des ateliers, organisés en quatre groupes, dont les thèmes de chacun sont les suivants :

- Les expériences des communautés locales face aux impacts des activités minières industrielles;
- L'exploitation artisanale : défis ou opportunités ?
- Les taxes, les droits et les redevances minières: la question de rétrocession et la coopération interprovincial;
- La corruption, la fraude, l'évasion fiscale et leurs conséquences l'économie nationale et le social des populations.

Cette rubrique publie les activités des partenaires du projet mises en œuvre avec l'appui de la GIZ ou autres partenaires.



Panel des orateurs de l'Alternatif Indaba - Kolwezi

Après les deux jours de discussions, le constat général qui a été dégagé par les participants était amer. Le peuple congolais en général et les communautés locales en particulier ne bénéficient pas de l'exploitation de leurs ressources minières. Les minerais, au lieu d'être une source de bénédiction et de développement, contribuent plutôt à la misère des populations.

Les discussions ont identifié un certain nombre de causes qui sont à la base de cette situation. Les causes les plus importantes incluent: la faiblesse des institutions de l'Etat, la corruption, la mauvaise gouvernance, l'exclusion des communautés dans les prises de décisions, le non-respect des lois par les entreprises minières, la non application des lois par le gouvernement et l'exportation des minerais sans valeur ajoutée, etc. Les conséquences sont nombreuses: une industrie minière qui freine le développement, l'artisanat minier non-organisé qui pousse les femmes et les enfants vers des activités précaires de survie, la dégradation de l'environnement et la récurrence des maladies chroniques. Ce tableau démontre à suffisance que les minerais n'appartiennent pas au peuple congolais.

De manière particulière, il a été relevé les défis majeurs ci-après du secteur minier:

- Un potentiel minier sous-exploité: peu de nouvelles découvertes, peu d'actifs de classe mondiale, une connaissance géologique encore sommaire, un déficit énergétique, une insuffisance des infrastructures logistiques et de transport et un climat peu favorable aux investissements.
- Impacts socio-économiques limités qui signifient: peu de création d'emploi, un faible rendement fiscal, les risques environnementaux élevés et le développement communautaires négligés.

Face à ces différents défis, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants de ce premier Alternatif Indaba Mining.

**Georges Bokondu**  
Manager SARW RDC



Participants à la marche pacifique - Kolwezi

## INVITATION AUX PARTENAIRES

Chers partenaires,

Si vous désirez réserver à l'avance votre espace de publication d'articles pour le prochain bulletin de Septembre 2017, prière nous contacter à l'adresse suivante : [bgsms@giz.de](mailto:bgsms@giz.de) avant le 15 août 2017.

***Si vous ne désirez plus recevoir cette fiche d'actualité, veuillez envoyer un mail à l'adresse suivante:***  
[bgsms@giz.de](mailto:bgsms@giz.de)

Projet « Bonne Gouvernance dans le Secteur Minier » (BGSM)  
3, avenue Kidicho, Gombe - Kinshasa

Conseillère Technique Principale  
**Magali Ana Mander**